

SESSION 7 : 16 FÉVRIER | TABLE RONDE

# « Penser autrement l'économie des systèmes alimentaires »

## SYNTHESE

### › ANIMATEUR

Antoine de Ravignan • *Journaliste – Alternatives Economiques*

### › INTERVENANT•ES


Jean-Louis Laville • *Sociologue, professeur – CNAM*

Sophie Swaton • *Présidente - Fondation ZOEIN*

Emmanuel Delcourt • *Entrepreneur*

Julien Fosse • *Directeur adjoint du département développement durable et numérique – France Stratégie*





Les systèmes alimentaires font l'objet d'intenses et nombreuses réflexions dans les sphères politiques, économiques, agricoles, citoyennes, etc. Comment penser collectivement cette transition en y associant l'ensemble des acteurs dans leur hétérogénéité de visions, d'enjeux et de stratégies? Comment articuler les initiatives de transition d'ores et déjà à l'œuvre avec un système dominant qui cherche ses propres voies de sortie? Comment accompagner cette transition et lui permettre de passer à l'échelle tout en tenant compte des spécificités de chaque territoire?



## Les systèmes alimentaires aujourd'hui, c'est...

### ... Une problématique complexe

Observer les systèmes agricoles et alimentaires actuels, c'est faire le constat d'une grande complexité. «*L'agriculture est un très grand écosystème, où tout se tient et tout est en lien*», lance Emmanuel Delcourt. Cette complexité concerne en premier lieu les acteurs. L'agriculture conventionnelle et la grande distribution représentent à elles seules de nombreuses filières extrêmement ramifiées. À leurs marges, une constellation en pleine expansion d'acteurs de taille plus réduite élargit encore le spectre, l'enrichissant d'approches et pratiques plus vertueuses, et se reconnectant à l'environnement : ce faisant, la complexité prend une autre dimension. D'autant que ces systèmes alternatifs agissent comme les révélateurs d'une «*crise agrosystémique majeure*» qui plonge l'ensemble des acteurs dans une complexité plus grande encore : ceux-ci, aujourd'hui, sont tenus de produire une alimentation suffisante en quantité pour nourrir une population qui croît et s'urbanise, meilleure en qualité pour garantir la santé des consommateurs, et durable au plan des pratiques pour ne plus peser sur les ressources naturelles et l'environnement. Ces injonctions difficiles à concilier suscitent une forme de schizophrénie mais aussi de fortes tensions. Il nous faut «*accepter la complexité et critiquer les dérives*» et «*changer la majorité des entreprises, notamment leur tableau de bord – la recherche de profit –, mais pas jeter le bébé avec l'eau du bain*», estime un participant. Emmanuel Delcourt confirme la «*nécessité d'explorer, de travailler autrement, de faire émerger des initiatives. (...) Il faut une transition à l'intérieur même des systèmes, à grande échelle.*»

### ... Un logiciel dominant efficace mais nocif

Les nouvelles visions et pratiques agricoles et alimentaires se développent en réaction à un modèle jugé responsable de nombreux maux. Si les critiques sont fondées, elles omettent un élément fondamental : «*Ce système agroalimentaire a réussi à nourrir la France*», insiste Emmanuel Delcourt, qui rappelle qu'après la Seconde Guerre mondiale, les pays européens étaient en mauvaise posture pour subvenir seuls à leurs besoins alimentaires. «*Quand la PAC a été mise en œuvre, c'était pour assurer une autosuffisance alimentaire que l'on n'atteignait pas. Cet objectif a été atteint.*» Mais pour qu'advienne cette réussite, «*les agriculteurs ont été incités à s'engager dans des modes de production dont il est difficile de sortir*», souligne-t-il. Ce système «*très dépendant du carbone*» a abouti à une crise majeure dont les agriculteurs portent le poids : une défiance qui vire à l'«*agribashing*», une forte précarisation, un faible taux de transmission, de lourdes conséquences sanitaires... En parallèle, ce modèle hyper-industrialisé contribue à une crise environnementale et climatique dont il pâtit lui aussi. «*Cette crise est systémique*», conclut Emmanuel Delcourt. L'agro-industrie est-elle intrinsèquement néfaste? Un participant appelle à «*ne pas confondre les dérives des systèmes industrialisés avec l'industrialisation elle-même. (...) Une forme d'efficacité est souhaitable et est d'ailleurs à l'origine de l'amélioration du pouvoir d'achat.*» Pour d'autres, toute perspective d'infléchissement de ce système est illusoire : «*Le modèle industriel est construit sur des leviers incompatibles avec les exigences de transition écologique et sociale. (...) C'est inscrit dans la logique industrielle (...), à commencer par une logique d'efficacité associée à une logique de volume.*» Il conviendrait alors «*de sortir de l'idée d'un développement fondé sur le volume (...) et d'aller dans le sens d'une multifonctionnalité de l'activité*». Se référant aux travaux de l'économiste Karl Polanyi qui pointait une confusion entre l'économie moderne et le marché, Jean-Louis Laville engage à «*se sortir de l'idée qu'il y aurait une économie marchande créatrice de richesses, et que les autres seraient inefficaces et archaïques. (...) Il faut sortir de ce formatage pour retrouver une durabilité d'action.*»



## ... des alternatives qui sortent de l'ombre

Si l'on perçoit d'importantes divergences quant au (ou aux) modèle(s) à privilégier pour sortir de cette crise profonde, une grande partie des acteurs s'accorde sur la nécessité de faire évoluer les pratiques compte tenu des limites planétaires. Julien Fosse constate qu'« *il y a beaucoup d'initiatives de transition écologique portées au niveau des territoires* », y compris au cœur de l'agro-industrie où « *certains ont engagé des programmes de transformation* », relève Emmanuel Delcourt. *Aujourd'hui, les entreprises sont amenées à se revisiter, se repositionner.* » Mais dans quel cadre plus global ? Pour cette participante, « *l'Union européenne est une organisation économique fondée sur le système de marché. L'agriculture, comme n'importe quel pan de cette économie, ne peut pas changer si le modèle économique ne change pas.* » La Politique agricole commune (PAC), qui oriente les systèmes agricoles européens, est restée très timorée sur la question de leur transition. Certes, rapporte Julien Fosse, la réforme de 2015 « *visait à renforcer le verdissement* » en conditionnant ses aides au respect de principes environnementaux, mais l'application de ces mesures de verdissement a été laissée à la libre appréciation de chaque État membre, si bien qu'au final, après discussions avec les acteurs professionnels, « *il y a eu un allègement de l'intensité de ces mesures initiales* ». Revenant aux sources de cette difficulté à prendre en compte l'environnement, il rappelle que « *dans les principes inscrits dans le traité de Rome, il n'y avait pas la préservation de l'environnement* ». Ce sont ces principes qu'il faut, selon lui, « *inclure dans la future PAC* », en étroite association avec le Green New Deal. Mais si l'on dispose désormais d'« *un cadre législatif et d'une ambition portée au niveau européen, comment ça va se traduire et se mettre en œuvre au niveau national ?* »

## Repenser les systèmes alimentaires, c'est...

### ... Inciter et donner envie

Des intentions aux actes, le pas est difficile à franchir. « *Si l'on arrive à faire se rencontrer (...) les citoyens [et] les collectivités locales, on peut trouver la possibilité de mettre en œuvre ces propositions* », pense Jean-Louis Laville. *Mais elles se heurtent à de graves tentatives de paralysie.* » Faut-il miser sur l'incitation ou sur la contrainte ? Une étude menée par France Stratégie, sur les performances économiques et environnementales de l'agroécologie, assurait que celle-ci pouvait être rentable, « *notamment lors d'une transition bio* », indique Julien Fosse. Le réseau DEPHY a pour sa part démontré que la réduction de l'usage des pesticides générerait un gain pour les agriculteurs. Ces études doivent « *être utilisées pour convaincre les exploitants agricoles* », considère-t-il. *Mais ça ne suffit pas, quand tout autour il y a des structures de filières qui n'incitent pas à la transition.* » Dans son rapport « *Faire de la PAC un levier de la transition agroécologique* » publié en octobre 2019, France Stratégie préconisait d'inclure dans la PAC un bonus-malus octroyé aux agriculteurs en fonction des services rendus en faveur de la biodiversité et du climat (création et entretien de haies, prairies permanentes, etc.), ou des dispositifs de taxation basés sur le principe pollueur-payeur. Mais il faudrait aussi, à l'autre extrémité de la chaîne, « *éclairer les consommateurs (...) et leur fournir les instruments qui leur permettent d'éclairer leurs choix* », estime Julien Fosse. Plus globalement, il s'agit de « *rendre désirable la transition* », songe Sophie Swaton, qui invite à « *inclure le plus de parties prenantes dans les réflexions qui sont menées* », à commencer par les métiers du marketing et du commerce, dont l'influence sur les consommateurs pourrait être mise à profit pour « *rendre cette transition désirable sur le long terme* ». Jean-Louis Laville suggère pour sa part de « *se tourner vers d'autres imaginaires* », en s'inspirant par exemple du concept de *buen vivir* popularisé en Equateur, car « *on peut aller vers de la désirabilité si l'on parle d'un mieux vivre* ». L'enjeu, en fin de compte, serait d'« *aligner l'intellectuel, l'émotionnel et le corps dans sa globalité* », selon Emmanuel Delcourt.

### ... Favoriser le passage à l'échelle


Les pratiques agricoles et alimentaires « résilients » ont fait la démonstration de leur capacité à mieux nourrir les populations humaines tout en préservant l'environnement. La question qui se pose à présent est celle du changement d'échelle pour « *nourrir une population qui grandit, qui est de plus en plus urbaine* », note Emmanuel Delcourt. Or, le seul exemple de passage à l'échelle dont nous disposons dans le domaine alimentaire, a été permis par un système incapable de « *préserver les biens communs que notre modèle agricole met en danger* », relate Antoine de Ravignan. Sans refuser l'économie marchande en tant que telle, il est essentiel aujourd'hui de respecter un « *principe de cohérence* », affirme Sophie Swaton. Pour Jean-Louis Laville, cette cohérence implique, « *plus que changer d'échelle, de changer l'échelle* », c'est-à-dire de « *raisonner autrement* ». Le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS) dispose de ressources et d'idées... à condition de suivre de bons rails. Les coopératives agricoles, qui relèvent de l'économie sociale, ont, selon le chercheur, évolué vers la banalisation : « *Elles voulaient changer le marché, mais c'est lui qui les a changées* », tranche-t-il. Quant au *social business*, il se contenterait de « *reprendre les idées des initiatives citoyennes et solidaires, pour en faire un business model [qui] néglige et exploite parfois les formes de mobilisation citoyenne* ». Jean-Louis Laville leur préfère l'économie solidaire, qui se demande « *pourquoi on produit, et pas seulement comment on le fait* », et qui a « *permis de trouver des équilibres autour des principes de l'hybridation économique* ». Entre autres initiatives intéressantes : les systèmes locaux de production, qui pourraient évoluer vers « *des systèmes locaux de production et de consommation* ». L'essentiel, pour le chercheur, est d'avoir « *des milieux où les apprentissages se font au fur et à mesure, et où les gens sont rémunérés pour faire ces apprentissages* ».

### ... Créer les conditions d'un dialogue

La PAC a uniformisé le système agricole et alimentaire européen. « *On a une politique européenne qui a été conçue comme si tous les États membres avaient le même type d'agriculture* », déplore Julien Fosse. Remettre la diversité à l'ordre du jour est nécessaire mais difficile. « *Il faut changer de paradigme, mais on est dans un contexte européen qui ne facilite pas les choses*, explique Emmanuel Delcourt. *Il faut convaincre une majorité de parlementaires et d'États membres. Ce sont des processus de négociation complexes.* » La possibilité offerte par la prochaine PAC de mettre en œuvre des plans stratégiques nationaux, adaptés au contexte de chaque pays, est une avancée notable... qui mettra à l'épreuve la capacité de dialogue entre acteurs au sein de chaque État. Cela, en France, ne s'annonce pas simple. « *Chaque fois que l'on aborde un grand sujet agricole, les acteurs opposent récit contre récit* », constate Julien Fosse. La proposition de bonus-malus formulée par France Stratégie en est une illustration éloquent. « *Il y a eu des réactions assez clivées. Du côté de la Confédération paysanne, il y avait plutôt un accord. La FNSEA et la Coordination Rurale étaient plutôt en désaccord.* » Julien Fosse se veut confiant malgré tout. « *Ce que l'on propose ne peut pas être mis en œuvre tout de suite. (...) Ces idées font leur chemin tranquillement.* » L'écriture d'un récit commun prendra du temps et demandera de la patience et des efforts de la part des différentes parties. « *Il faut créer un cadre de discussion et de dépassement de ces clivages* », soutient-il. Cela ne signifie pas qu'il faille gommer les divergences. « *Il est nécessaire que puissent s'exprimer des conflictualités démocratiques* », insiste Jean-Louis Laville, afin d'« *identifier qui, sur un territoire, avance et qui fait obstacle. Sinon, on va ronronner dans une simili-transition* ». Il ne s'agit pas non plus de décerner a priori bons et mauvais points. « *Identifier les rapports d'opposition, (...) c'est aussi regarder les freins chez les acteurs de la transition*, précise Sophie Swaton. *Le premier frein est aussi intérieur, personnel.* »

### ... Accompagner et sécuriser la transition

S'engager dans un processus de transition implique de « *changer sa propre vision des choses pour se mettre en mouvement* », confie Emmanuel Delcourt. Si, pour certains, ce glissement s'opère de façon naturelle, d'autres y sont moins enclins. Il faut alors « *accompagner et expliquer sur le temps long* », préconise Julien Fosse. D'autant que la transition procède d'un cheminement au long cours qui demande à être accompagné étape par étape. Passer à un système agroécologique exige en particulier de se former. Or, les cadres et les référentiels pédagogiques de la formation sont lents à changer. Sur ce plan, « *les choses évoluent, mais sans doute pas assez rapidement* », reconnaît



Julien Fosse. Il faut aussi, tout au long de ce parcours, « *un accompagnement technique à la hauteur* ». À ce titre, un participant signale que le réseau des Civam travaille sur l'accompagnement au changement. Dans l'enseignement agricole, complète une autre, « *le dispositif national d'appui (...) accompagne les exploitations pédagogiques des lycées agricoles pour effectuer progressivement cette transition.* » La solution, plus largement, repose sur la synergie entre les leviers de la formation, de la mutualisation et du revenu. Dans cette optique, Jean-Louis Laville promeut les « *coopératives multi-parties prenantes* », dont le modèle se rapproche des coopératives de transition écologique (CTE) soutenues par la fondation Zoein. Cette dernière mène une expérience pionnière à Grande-Synthe, dans le Nord, qui expérimente un revenu de transition écologique (RTE) au profit de sept bénéficiaires – 120 étant prévus dans les cinq ans à venir. Versé à des personnes portant un projet orienté vers l'écologie et le lien social, le RTE sécurise la prise de risque inhérente à des dynamiques ayant besoin de temps pour se déployer. « *En agriculture, (...) quand on se trompe, on n'a plus rien* », explique Emmanuel Delcourt. Le cadre de la CTE, qui rassemble différentes parties prenantes du territoire (collectivités locales, associations, TPE-PME...), propose simultanément « *un complément de revenu accessible à tous à partir du moment où l'on rentre dans cette activité, (...) une formation adaptée et un accompagnement, et une mutualisation* ». Mais la CTE offre aussi le cadre d'une réflexion locale et collective sur les communs à protéger, les initiatives et acteurs à épauler, les forces en présence, etc. La fondation Zoein propose « *un canevas qu'elle adapte en fonction du maillage sur le territoire* ». Elle travaille aujourd'hui avec des collectivités de l'Aude et des Vosges, soutient le projet Tera (voir session 6) dans le Lot-et-Garonne, et espère entraîner d'autres territoires dans leur sillage. « *On pourrait arriver à 40 000 emplois créés dans 5 ans, juge Sophie Swaton. Mais on a besoin d'un soutien formel des autorités. Comment faire pour accélérer cette troisième voie ? On en est là.* »



Retrouvez la session complète en [vidéo](#)

